

ANNUAIRE FRANÇAIS
DE
RELATIONS
INTERNATIONALES

2017

Volume XVIII

**PUBLICATION COURONNÉE PAR
L'ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES**

(Prix de la Fondation Edouard Bonnefous, 2008)



Université Panthéon-Assas
Centre Thucydide

LES REPRÉSENTATIONS POLITIQUES DE LA DIPLOMATIE FRANÇAISE DANS LES MÉDIAS PRO-IRANIENS AU LIBAN, AVANT ET APRÈS L'ACCORD NUCLÉAIRE

PAR

NABIL EL KHOURY (*)

L'image de la diplomatie française associée aux efforts américains pour faire adopter par le Conseil de sécurité la résolution 1559 (2 septembre 2004) réclamant le retrait des troupes syriennes du Liban et le désarmement des organisations paramilitaires « *interloque* » (1) le Hezbollah à l'époque, selon le terme du secrétaire général de ce parti libanais, Hassan Nasrallah, dans sa lettre adressée à la France, intitulée « Lettre à un ami français », publiée dans *Le Figaro*, le 15 avril 2005. Ce parti pro-iranien ne désigne plus la France, dans les années 1990 et 2000, comme un « *petit Satan* » (2), mais regrette de « *voir la France aux prises avec une hégémonie américaine déchaînée et agressive* ». Cette accusation vise la politique française d'« *alignement* » sur la posture des États-Unis et comporte une dénonciation de l'internationalisation de la crise libanaise à partir de 2004. Dès lors, le Hezbollah adresse un message très clair à Paris : jusqu'en 2005, il percevait la France comme un « *ami* » du Liban (3), mais cette perception est appelée à changer si la diplomatie française insiste pour imposer son désarmement.

Choisir la France plutôt que les États-Unis pour écrire cette lettre, c'est une façon remarquable de communiquer (4). Le dirigeant du Hezbollah, en adressant de tels messages à la France, mène une action avec une signification politique et communicationnelle. La lettre et son contenu indiquent que la position de Paris, ses relations avec le Liban et les composantes de la scène politique libanaise sont désormais problématiques.

Le Hezbollah, après le retrait syrien en 2005, doit mener seul la confrontation avec ses adversaires libanais réclamant son désarmement.

(*) Assistant professeur à l'Université libanaise (Liban).

(1) Hassan NASRALLAH, « Lettre à un ami français », *Le Figaro*, 15 avr. 2005.

(2) Un terme utilisé par le régime des ayatollahs en Iran et ses alliés régionaux, pour condamner et diaboliser la France du fait de son rapprochement avec l'Iraq à l'époque de la guerre irano-irakienne. Cf. Vincent NOUZILLE, *Dans le secret des présidents. CIA, Maison-Blanche, Elysée : les dossiers confidentiels, 1981-2010*, Fayard, Paris, 2010, p. 119.

(3) Cf. Hassan NASRALLAH, « Lettre à un ami français », *op. cit.* La lettre mentionne ici le rôle français dans le dénouement du conflit armé entre Israël et le Hezbollah en 1996. Un accord a été trouvé grâce à la nouvelle dynamique de la diplomatie française.

(4) Nicholas NOE, *Voice of Hezbollah. The statements of Sayyed Hassan Nasrallah*, Verso, Londres/New York, 2007, p. 328.

Pour relever le défi, sa stratégie d'affrontement englobe un volet médiatique. Il a mis donc en place, à partir de 2006, une nouvelle politique de communication face à ses adversaires locaux, accusés de complicité avec les Occidentaux.

Les médias sont dès lors un instrument crucial dans la confrontation libano-libanaise, entre le camp dit du « 8 Mars », proche de l'Iran et de la Syrie, et le camp dit du « 14 Mars », proche des Etats-Unis, de la France, et de l'Arabie saoudite. La fonction de ces médias est de mener la bataille médiatique, la guerre d'information, dans sa double dimension : interne et externe.

Il va de soi que le traitement médiatique des événements cristallise les rivalités des acteurs exogènes. Chaque média, selon son parti pris, aborde le rôle de tel ou tel acteur, le juge, le critique et le remet en cause. C'est dans cette perspective qu'il serait légitime de s'interroger sur le rapport entre le discours médiatique et l'évolution des relations des puissances régionales et internationales.

Les négociations entre les Européens et les Iraniens ayant échoué en 2006, on assiste alors à une nouvelle phase de confrontation irano-occidentale. Les diplomaties occidentales attaquent l'Iran en utilisant pressions diplomatiques, sanctions économiques, menaces de frappe militaire, sans toutefois rejeter la négociation (5). Neuf ans plus tard, l'accord historique sur le programme nucléaire iranien voit le jour, le 14 juillet 2015, après de longues négociations internationales. Côté occidental, on commence donc à parler d'une possible normalisation des relations avec Téhéran. Dans cette perspective, l'évolution des relations franco-iraniennes, après l'accord nucléaire, attirent l'attention des chercheurs et des universitaires (6). La visite du président iranien Hasssan Rohani à Paris en janvier 2016, ouvre la voie à une coopération bilatérale.

Cela dit, la question qui se pose est de savoir comment cette transformation dans les relations entre les Occidentaux et l'Iran affecte les médias dits pro-iraniens, dans un pays comme le Liban, où la rivalité irano-occidentale, en particulier celle franco-iranienne, est vive.

Il s'agit précisément de s'interroger sur l'idée que les médias pro-iraniens – pro-Hezbollah – au Liban vont inculquer aux lecteurs libanais – et arabes – sur la diplomatie française, entre 2006 et 2016. Dans cette perspective, il convient d'observer l'évolution de l'image de la France, voire de la diplomatie française, dans le discours médiatique, avant et

(5) Le dialogue avec l'Iran était un objectif du président américain Barack Obama. Cf. Jean-Loup SAMAAAN, « Une inconnue sur l'agenda : l'administration Obama face à l'équilibre des forces au Moyen-Orient », *Hérodote*, n°132, 1^{er} trim. 2009, p. 52.

(6) Cf. Bernard HOURCADE, *Géopolitique de l'Iran. Les défis d'une renaissance*, Armand Colin, Paris, 2016, notamment pp. 275-278 ; Mohammad-Reza DJALILI / Thierry KELLNER, *L'Iran, en 100 questions*, Tallandier, Paris, 2016, notamment pp. 327-358 ; Guillaume DE NOGARA, « L'Iran et la France après la visite de Rohani : enjeux, défis et obstacles », Dans *Les Cahiers de l'Orient*, n°123, été 2016, pp. 81 ; Ahmad NAGUIBZADEH, « Coup d'œil sur les relations franco-iraniennes et l'imaginaire des Iraniens », *Les Cahiers de l'Orient*, n°123, été 2016, pp. 99-111.

après l'accord nucléaire et de s'interroger sur l'impact de cet accord sur ce discours. La France est-elle diabolisée par le discours de ces milieux médiatiques ? Fait-elle l'objet de critiques, de condamnations, de mises en garde latentes, d'accusations, de sous-estimations ? Cette étude vise donc à mettre en lumière les représentations politiques véhiculées par les médias pro-iraniens, les jugements portés et les interprétations faites par ces médias quant à la position et au rôle de la France au Liban et au Proche-Orient.

A travers cette analyse peut être entrevu comment le processus de communication des médias libanais pro-iraniens, portant un message d'un destinataire à un destinataire, donne un sens à l'action diplomatique française, créant ainsi une image en fonction des repères et des codes utilisés. Il va de soi que ce processus permet aux médias d'avoir une influence directe sur le destinataire, à savoir l'opinion publique. D'où l'importance de l'étudier, afin d'évaluer sa capacité à persuader, à diffuser des idées et à laisser l'opinion publique croire à ces idées. Car, de fait, tout objet traité par les médias peut, selon la ligne éditoriale de ces derniers, être source d'une déformation, d'une désinformation et l'opinion peut donc être victime de manipulation (7).

Par ailleurs, en étudiant l'image de la diplomatie française véhiculée par les médias pro-iraniens, il s'agit de comprendre les messages politiques, directs ou instrumentaux (8), les sous-entendus adressés par la partie politique que représentent les médias en question. Comment le conflit, le bras de fer, le malentendu, le différend sont-ils menés ? Comment les médias sont-ils utilisés par un pays influent au Liban – l'Iran – afin d'infliger à une autre puissance, également influente au Liban – la France – des pertes considérables en termes d'influence, d'image, de réputation.

Une telle étude s'avère donc opportune dans le sens où l'un des objectifs des puissances est aujourd'hui de protéger leur image sur la scène internationale, surtout auprès de l'opinion publique d'autres États, à travers la diplomatie publique (9).

Il est utile de rappeler que la France profite de l'ancienneté de ses relations avec le Liban et d'une présence multidimensionnelle (10), ce qui lui permet de pouvoir construire une certaine image et réputation dans ce pays, son ancien protectorat. Il convient également de constater que l'image de la France est marquée par une évolution à géométrie variable. Tantôt elle représente la « mère tendre » du Liban, tantôt elle incarne

(7) Cf. Rémy RIEFFEL, *Sociologie des médias*, Ellipses, Paris, 2010 (3^e éd.), pp. 58-59.

(8) Sur la communication instrumentale ou le message instrumental, cf. Madeleine GRAWITZ, *Méthodes de sciences sociales*, Dalloz, Paris, 1996, p. 554.

(9) Sur la diplomatie publique, cf. Bruce GREGORY, « Public diplomacy and governance: challenges for scholars and practitioners », in Andrew F. COOPER / Brian HOCKING / William MALEY, *Global Governance and Diplomacy. Worlds Apart?*, Palgrave MacMillan, New York, 2008, pp. 241-256. Cf. également Jean-François GUILHAUDIS, *Relations internationales contemporaines*, Litec, Paris, 2010, pp. 377-379.

(10) Cf. Walid-Ramez ARBID, *Un regard sur le Moyen-Orient. Relations internationales et géopolitiques*, Al-Maha, Beyrouth, 2016, pp. 99-120.

l'« ancienne puissance mandataire ». La France a fabriqué jadis son image en tant que « puissance protectrice des Chrétiens d'Orient », « marraine des maronites libanais », alors qu'elle se présente aujourd'hui comme l'amie de toutes les composantes de la société libanaise. « Fondateur » – de l'Etat libanais en 1920 –, « parrain », « garant », « allié », « solidaire », « médiateur », « partenaire privilégié », « donateur », « formateur » (11), « pays d'accueil », « destination préférée des étudiants », « grand fournisseur commercial », « interventionniste », tous ces termes révèlent les diverses images et représentations de la France au Liban (12).

Il faut d'ailleurs souligner que la France déploie des moyens importants et dispose d'institutions diverses au Liban afin de formuler, asseoir et entretenir son image et maintenir des relations de confiance avec l'opinion publique libanaise. Cela étant, il ne s'agit pas ici d'étudier la représentation qu'a l'opinion libanaise de la France aujourd'hui, ni d'analyser la politique communicationnelle française au Liban et le processus de fabrication de sa propre image. La question est de savoir si les analyses médiatiques de la presse pro-iraniennne sont caractérisées par une déformation, une intoxication ou une exagération concernant le rôle français ? La France doit-elle craindre un discours décrédibilisant son rôle ? Une diabolisation ? Une intoxication ? Une déformation ? La France est-elle représentée comme un acteur fiable ? Digne de foi ?

Si on n'observe pas de « *France bashing* » dans les médias libanais pro-iraniens, les représentations médiatiques de la diplomatie française montrent toutefois qu'elle fait l'objet d'une communication critique. Certes, aucun acharnement médiatique ne la vise, mais si on apprécie tel ou tel effort mené par la France, on est bien loin de l'éloge ou de l'appréciation totale. Certes, le chef du Hezbollah décrit la France, dans sa fameuse lettre de 2005, comme un pays ami du Liban, parlant même d'« *une convergence de vues* » entre le Hezbollah et la France « *sur nombre de problématiques civilisationnelles et politiques contemporaines* », mais les médias libanais pro-iraniens ne perçoivent jamais la France comme un allié ni un partenaire. Les commentaires vantant un avantage, un mérite ou un aspect positif de telle ou telle action française ne sont pour la plupart pas exempts d'une perception suspicieuse ou d'un jugement de valeur.

Cette étude examine des articles du journal *Al-Akhbar*, du site Internet d'*Al-Manar* et de celui d'*Al-Mayadin* publiés entre 2006 et 2016. Ces trois institutions médiatiques sont connues pour leur soutien au Hezbollah et leur loyauté aux régimes syrien et iranien. On peut dire qu'elles sont

(11) En fonction des formations de stage pour des fonctionnaires du secteur public libanais et des militaires libanais, organisées en France.

(12) Ces représentations ne se limitent pas à ce stade. Sur le plan éducatif, « *l'éducation francophone au Liban* » joue un rôle dans « *la promotion des idées de tolérance, de dialogue et de convivialité* », selon l'étude du professeur Antoine N. MESSARRA, *La Gouvernance d'un système consensuel. Le Liban après les amendements constitutionnels de 1990*, Librairie orientale, Beyrouth, 2003, pp. 487-498.

les piliers d'un journalisme dit « pro-résistance », « confrontant » Israël et « l'hégémonie occidentale » au Liban et au Proche-Orient.

Ces médias présentent une grande quantité d'articles d'information et de commentaire. Les articles observés sont des chroniques, des analyses, des opinions n'exprimant pas nécessairement le point de vue officiel du journal ou des médias concernés. Il s'agit donc d'analyser des articles de commentaire, bien que d'autres articles informationnels aient des titres donnant un sens à l'action traitée et inscrits parfois dans la communication instrumentale (13).

LA FRANCE ET L'IRAN : AMBIVALENCE DIPLOMATIQUE

Le traitement médiatique des positions françaises envers l'Iran fait apparaître une ambivalence diplomatique de Paris entre 2006 et 2016.

Dans un article dans *Al-Akhbar* le 8 septembre 2006, on fait valoir que l'« *éloge français à l'Iran approfondit les divisions internationales* ». La position française sur l'importance du dialogue avec l'Iran est, ici, mise en relief (14). Le 24 juillet 2007, l'interprétation de la politique de la France souligne que ce sont « *les grands intérêts [qui] commandent l'ouverture française à l'Iran* » (15). On parle alors d'un pragmatisme français, guidé par le jeu des intérêts. Cela est visiblement exprimé à travers les médias. Dans ce discours médiatique émerge aussi l'image d'une diplomatie empressée pour s'accorder avec Téhéran afin de régler le problème libanais en 2007, qui dépend en grande partie de l'attitude du régime syrien. Dans cette perspective, le ministre français des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, cherche à convaincre le président Nicolas Sarkozy, de l'opportunité de contacter Damas avec l'aide de Téhéran : le terme « *complicité franco-iranienne* » (16) est utilisé pour expliquer le projet d'ouverture à l'égard de la Syrie à l'époque.

Ensuite, le traitement révèle une sorte de volte-face diplomatique, qui s'est concrétisée dès le mois de septembre 2007. On écrit ainsi que les « *néoconservateurs* » dans l'administration du président Sarkozy incitent à une rigidité contre l'Iran (17). Sarkozy dirige l'offensive contre l'Iran (18). Le durcissement du ton conduit les médias pro-iraniens à déclencher une guerre de communication. On n'hésite donc pas à représenter la France

(13) Cette étude ne tient pas compte de certaines informations recueillies auprès des sources – sous le couvert de l'anonymat – non authentifiées, car on peut craindre un dérapage de déformation, dans le sens où on n'est pas sûr que l'article fasse valoir les vraies positions de la France, la vraie image de sa diplomatie. Cette méthode est, d'un côté, partielle, de l'autre, en deçà des codes déontologiques des médias qui interdisent la déformation. Cf. Marie MARRIÉ, *Médias et citoyenneté*, L'Harmattan, Paris, 2001, p. 76.

(14) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/161825.

(15) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/142226.

(16) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/141818.

(17) Cf. le site Internet al-akhbar.com/node/137218.

(18) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/137360.

comme « *vieille et impotente* » (19). Cela est une riposte à une déclaration de Kouchner prévoyant une intervention militaire pour punir l'Iran. En outre, on juge également que l'ouverture de la France à l'égard de la Syrie vise à neutraliser cette dernière pour la séparer de l'Iran. Autrement dit, la France parierait sur des « changements » qui éloigneraient la Syrie de l'Iran.

Cette mise en exergue d'une campagne française contre l'Iran est associée à une représentation peu rassurante pour l'image de la France. L'article intitulé « Olmert récolte les fruits de la fermeté de Sarkozy vis-à-vis de l'Iran », paru dans *Al-Akhbar*, souligne que la visite en France du Premier ministre israélien, Ehud Olmert, le 22 octobre 2007, laisse penser que la France cherche à remplacer le Royaume-Uni comme allié principal d'Israël en Europe (20). Cette image peut avoir indirectement un effet de « diabolisation » de la France auprès de lecteurs libanais et arabes.

Les médias tentent d'expliquer la volte-face française : un article note, le 31 décembre 2007, que la flexibilité, apparue au début du mandat du président Sarkozy, s'explique par la volonté du président Jacques Chirac de calmer le jeu. Ce dernier, « *en disant que la bombe nucléaire n'est pas une menace ni un danger* », veut « *encadrer les orientations diplomatiques de son successeur* ». Cependant, ce successeur n'hésite pas à hausser le ton, « *s'alignant* » sur la politique américaine (21), qui manie alors la menace d'employer la force contre l'Iran.

Il faut attendre fin 2010 pour que le journal *Al-Akhbar* constate une modification de l'attitude française. Sarkozy s'oppose désormais à toute mesure unilatérale américaine contre l'Iran. Il continue à appeler au dialogue avec Téhéran pour trouver une solution satisfaisant tous les partis. C'est pourquoi on met en lumière la divergence franco-américaine sur les discussions de Genève avec Téhéran (22).

La situation bascule en 2011, avec l'éclatement d'une guerre civile en Syrie. En mai 2011, *Al-Manar*, la chaîne officielle du Hezbollah, publie sur son site une analyse (23) exposant l'attitude française à l'égard de l'Iran en tenant compte des événements en Syrie. La France utilise un langage de plus en plus dur contre l'Iran à l'approche des élections présidentielles françaises de 2012. Les événements en Libye et l'escalade politique et diplomatique contre la Syrie ont augmenté l'empressement de Paris pour être plus ferme et dur avec l'Iran. Toutefois, selon l'article, les Français sont conscients qu'ils sont incapables d'infléchir l'Iran. En conclusion, la position française est décrite comme ayant évolué d'une fermeté à une dureté plus forte contre l'Iran en 2011. Quelles sont les motivations de cette

(19) Cette attaque s'avère inspirée des propos tenus par un responsable militaire iranien, qualifiant la France de « *vieille impotente* ». Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/137283.

(20) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/135116.

(21) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/129222.

(22) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/36445.

(23) Cf. le site Internet archive.almanar.com.lb/article.php?id=47433.

orientation politique ? Telle est l'interrogation des médias pro-iraniens. Selon *Al-Manar*, en décembre 2011, cela est signe d'une diplomatie subtile, ayant comme objectif d'accentuer la pression sur l'Iran dans le dossier nucléaire afin de l'obliger à s'occuper de ce dossier et de l'éloigner alors du dossier syrien (24).

Bien que l'information inscrive l'attitude française contre l'Iran dans le cadre d'une tactique, le traitement médiatique dans *Al-Manar* va toutefois continuer à donner l'impression que l'option militaire est envisageable pour une partie des décideurs français. En mai 2012, un article publié sur le site d'*Al-Manar* évoque un rapport confidentiel du ministère français de la Défense expliquant les dangers d'une participation à une guerre contre l'Iran. Deux représentations de la France se profilent donc : celle du Quai d'Orsay, hostile à l'Iran, et celle de la Défense, qui voudrait éviter toute escalade (25). Sans ménager Téhéran, la surenchère des médias pro-iraniens va conduire, en novembre 2013, à mettre en relief l'éloge de la France dans la presse israélienne (26), satisfaite de l'opposition française à l'accord nucléaire. C'est donc une reprise de la rhétorique rendant l'image de la diplomatie française non appréciable et indirectement diabolisée.

Deux mois avant l'accord nucléaire, le 26 mai 2015, le rapprochement avec les pays du Golfe conduit la France à freiner cet accord. Telle est la représentation véhiculée dans les médias pro-iraniens : la France voudrait rétablir sa présence au Proche-Orient et construire un nouveau partenariat avec les pays du Golfe, lesquels, de leur côté, cherchent un allié occidental prenant sa distance avec l'Iran. La France profite alors de son approche différente de celle des Etats-Unis vis-à-vis du dialogue avec l'Iran (27).

La satisfaction prudente après l'accord nucléaire est visible. Un commentaire, le 30 juillet 2015, analyse la déclaration du ministre Laurent Fabius faisant l'éloge de l'Iran en montrant la grandeur de la France. On écrit alors que « *l'ennemi irréductible* » des négociations est désormais à la table du Président iranien pour demander pardon afin de permettre un retour au marché industriel iranien. Ce discours médiatique n'évoque nulle part la France comme amie, ni comme partenaire. Confiant en lui-même, Fabius était sur la liste des premiers « conquérants » de l'économie iranienne après le « conflit nucléaire ». Une délégation commerciale se rendra à Téhéran afin de recevoir le prix de la « flexibilité » française lors des négociations. Le discours médiatique présente donc une France cherchant à obtenir en contrepartie des bénéfices sur le plan économique. Il souligne que la France n'est pas encore un acteur digne de foi, d'autant que l'Iran « *ne peut pas oublier* » les grands dommages infligés à son secteur de l'industrie automobile à cause du retrait des entreprises françaises

(24) Cf. le site Internet archive.almanar.com.lb/article.php?id=147076.

(25) Cf. le site Internet archive.almanar.com.lb/article.php?id=230909.

(26) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/194860.

(27) Cf. le site Internet al-akhbar.com/node/233129.

sous prétexte des sanctions internationales et européennes (28). L'image fait valoir que Paris tente de rétablir un *business* en voulant persuader les Iraniens de tourner la page. On souligne donc les motivations d'ordre économique pour formuler l'image d'un acteur opportuniste.

Le retournement radical de la France vis-à-vis de l'Iran continue à susciter l'attention des médias pro-iraniens en 2016. Commentant l'accueil du Président iranien en France par Manuel Valls, qui parle alors en persan, un article dans *Al-Mayadeen* note, le 29 janvier, que la France passe du statut d'adversaire « *méchant* » à celui d'acteur aspirant à construire des relations solides et un partenariat économique avec l'Iran. Le président François Hollande accueille son homologue Hassan Rohani sans embarras, oubliant les « *discours enflammés* » contre Téhéran. Selon un article, Hollande tente de profiter au maximum de la levée de l'embargo et entre en course avec ses partenaires pour conquérir le marché iranien. Sa déclaration faisant part d'une coopération bilatérale dans la lutte contre le terrorisme signifie, selon l'article, que la France reconnaît le rôle de l'Iran dans la région, après l'avoir dénigré. Néanmoins, la suspicion demeure. Les Iraniens vont surveiller l'attitude française pour voir dans quelle mesure elle est constante et crédible (29).

En avril 2016, la presse pro-iranienne souligne un « *appétit* » des entrepreneurs français pour le marché iranien. Dans le même temps, un article paru dans *Al-Mayadeen* vise à faire passer un message à la France quant aux « *désavantages* » de la continuité de son alliance avec les Saoudiens : c'est l'Iran qui est aujourd'hui le paradis des investisseurs au Proche-Orient (30).

LA FRANCE ET LE HEZBOLLAH : PRESSION, DIALOGUE ET PRAGMATISME

En 2006, le discours médiatique emprunte une typologie influencée par le contexte de la guerre entre Israël et le Hezbollah. La diplomatie française fait l'objet d'une tentative de déformation. Un article paru dans *Al-Akhbar* le 25 août 2006 expose une « *France déçue* » des victoires du Hezbollah, puisque « *l'échec de l'agression a empêché de reprendre son mandat sur le Liban* ». On accuse alors la France de souhaiter l'écrasement du Hezbollah et ensuite la mise du Liban sous tutelle internationale. L'impact d'un tel discours médiatique sur le récepteur est de faire croire que la France envisage le retour de l'époque mandataire au Liban. Puis, l'analyse laisse entendre que le contexte de la guerre et ses résultats ont mis en échec les projets de la diplomatie française. C'est ainsi que la France remet en question son rôle et son approche, en faveur d'un cessez-le-feu, selon le

(28) Cf. le site Internet al-akhbar.com/node/238866.

(29) Cf. le site Internet www.almayadeen.net/articles/opinion/31353.

(30) Cf. le site Internet www.almayadeen.net/articles/documents/34644.

même article (31). Autrement dit, il s'agit de l'image d'un acteur qui a misé sur l'agression israélienne, ce qui n'est pas vrai (32).

Pour les médias pro-iraniens, Israël est un ennemi, un agresseur. L'agression est donc le paramètre pour mesurer et juger l'attitude et la position des parties tierces, des puissances internationales. Citer l'action française en l'assimilant à une complicité ou à une tolérance avec Israël, c'est la porte ouverte à une interprétation diabolisant l'image de la France. Pourquoi ? Car le lecteur va croire qu'il s'agit d'une puissance participant, d'une manière ou d'une autre, à une « conspiration » visant à imposer le désarmement de la « résistance » à savoir le Hezbollah : un tabou pour une grande partie du public libanais.

Après la guerre de 2006 et le renforcement de la Force intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL), on met en cause l'incapacité française face aux atteintes israéliennes répétées contre la souveraineté libanaise. On souligne également que l'intransigeance israélienne et le fait de parler des limites de l'action de la FINUL sont des facteurs blessant « *l'orgueil français* » (33), selon un article publié le 3 novembre. La France est ainsi décrite comme un acteur passif et impuissant.

En revanche, la position française s'avère, selon le même média, compréhensive à l'égard des survols israéliens dans l'espace libanais : il est vrai que la France proteste contre les violations israéliennes de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, toutefois elle s'aligne sur les arguments américains en jugeant qu'il y a un lien entre les survols israéliens et la surveillance du trafic d'armes au Liban, c'est-à-dire le contrôle du mouvement du Hezbollah. La signification de ce discours médiatique montre que la France, tout comme les États-Unis, tolère ces survols visant à protéger la sécurité israélienne, note-t-on dans *Al-Akhbar*, le journal pro-Hezbollah. Ce discours médiatique est non exempt d'intoxication du fait d'une représentation montrant un acteur partial : une partialité qui rend le lecteur mécontent face à la position attribuée à la diplomatie française.

S'agissant du rôle du Hezbollah dans la vie politique libanaise, les médias pro-iraniens observent l'évolution d'une diplomatie pragmatique. L'événement le plus important est la participation d'un représentant du Hezbollah à la conférence sur le dialogue interlibanais, parrainé par la France, à La Celle-Saint-Cloud en 2007 (34). C'est la première fois qu'un dirigeant du Hezbollah, ministre, se rend à Paris. Cela inaugure un dialogue entre le Hezbollah et la France. Auparavant, la communication était discrète, se bornant aux prises de contact entre un ambassadeur français

(31) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/165006.

(32) La France est pour le désarmement, mais dans le cadre d'une entente libano-libanaise. Cf. Nabil EL KHOURY, *Convergences et rivalités des diplomaties française et américaine à l'épreuve de crise libanaises, 1958-2008*, Librairie Antoine, Beyrouth, 2016, p. 337.

(33) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/156740.

(34) Nawaf Al-Moussaoui, responsable des relations internationales du Hezbollah a participé à cette conférence.

à Beyrouth et un interlocuteur représentant le parti. Dans les médias, on note que la nouvelle administration française, avec l'arrivée au pouvoir du président Sarkozy en 2007, aborde sa relation avec le Hezbollah de manière aussi bien sérieuse que compliquée.

D'un côté, la France critique la branche militaire du Hezbollah qui constitue un obstacle à la restauration de la souveraineté de l'Etat et au rétablissement de son autorité sur l'ensemble du territoire libanais. De l'autre, Paris comprend que la protection de ses soldats et des soldats européens au Sud-Liban nécessite de dialoguer avec le Hezbollah de manière approfondie (35). De toute façon, on constate dans *Al-Akhbar* que la diplomatie française aboutit à un succès en contribuant à la reprise du dialogue interrompu depuis 2006 avec le parti pro-iranien. On considère que la position de Paris envers le Hezbollah est d'une clarté sans précédent.

L'action française est ainsi inscrite dans la volonté de montrer une capacité et une indépendance pour mener une ouverture à l'égard de tous les acteurs sans exception, sans renoncer à son soutien au gouvernement libanais. Concernant la déclaration du porte-parole de l'Elysée David Martino sur le lien du Hezbollah avec le terrorisme, le 9 juillet 2007, *Al-Akhbar* évoque un conflit latent entre la diplomatie du président Sarkozy et le courant chiraquien. Est mise en relief cette nouvelle orientation, qui consiste à communiquer avec le Hezbollah et accueillir ce parti libanais comme tous les autres. La diplomatie française dissipe ainsi l'ambiguïté de sa position née du fait qu'elle avait qualifié le Hezbollah de terroriste. La déclaration polémique est bien expliquée comme une réponse à une question posée et non une déclaration visant à exprimer une position. C'est ainsi que le journal montre bien, le 17 juillet, le point de vue de la France, qui continue à considérer le Hezbollah comme représentant d'une partie du peuple libanais (36).

La volonté de dialoguer avec le Hezbollah est constante. Et cela se voit même dans le contexte du Tribunal spécial pour le Liban destiné à juger les assassins de Rafic Hariri. Le 13 septembre 2010, un article d'*Al-Akhbar* reflète toutefois une satisfaction incomplète quant au rôle français. Un titre très clair, selon lequel « *la France rejoint le Hezbollah à mi-chemin* », vise à applaudir l'ouverture française à l'égard du Hezbollah, les rencontres, les déjeuners et le dialogue entre les deux parties, tout en critiquant et dénonçant l'ambiguïté de la position française sur quelques questions essentielles, comme celle de l'armement du Hezbollah (37). C'est une question sensible sur laquelle les médias pro-iraniens veulent plus de clarté. Une analyse publiée sur le site d'*Al-Manar* le 9 décembre 2011 laisse croire que la France est encline à se saisir à nouveau du dossier de l'armement du Hezbollah après la chute du régime syrien (38).

(35) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/140864.

(36) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/141618.

(37) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/40935.

(38) Cf. le site Internet archive.almanar.com.lb/article.php?id=147076.

Selon *Al-Manar*, le 13 mai 2011, l'escalade diplomatique prévue avec la Syrie peut avoir des conséquences sur la FINUL. La situation de cette dernière angoisse et obsède la France. Cette représentation montre que les choix politiques de la diplomatie française en Syrie ou au Liban en 2011 sont soumis à des calculs intrinsèquement liés à la présence des Casques bleus français au Sud-Liban. Toutefois, le résultat est que les médias avancent une image de décideurs qui agissent et réagissent sous l'influence d'une obsession sécuritaire. Cela dit, les Français ne sont pas prêts à entrer en confrontation avec le Hezbollah sur la base de calculs politiques qui pourraient subir une logique rationnelle. Il va de soi que les enjeux sécuritaires et les expériences passées ne motivent pas pour une implication militaire. Deux enjeux inquiètent la France : les réactions militaires du Hezbollah et les réactions populaires contre une présence qui serait perçue comme une « *occupation* » (39).

La logique pragmatique continue à être mise en relief par les médias pro-iraniens, dans une période de fermeté européenne à l'encontre du Hezbollah. Un titre exprimant une situation paradoxale, en 2013, après l'ajout de la branche militaire de ce parti sur la liste européenne des organisations terroristes : « La France contacte le Hezbollah non terroriste ». Cet article paru dans *Al-Akhbar* le 18 octobre se pose la question de savoir si la France regrette ses positions radicales contre le Hezbollah et si elle essaie de reprendre le dialogue. Il se réfère au fait qu'un député membre du bloc parlementaire du Hezbollah ait été invité à assister à une conférence à Paris. Les milieux du Hezbollah laissent entendre que la France a remis en question ses orientations, ne voulant plus une escalade ni une radicalisation de ses positions, au moment où se profile un rapprochement américano-iranien et irano-français sur le dossier nucléaire. La France réactive donc positivement le dialogue avec le Hezbollah, mais cela est insuffisant selon le journal (40).

Du coup, ce dialogue provoque un différend franco-saoudien, selon *Al-Manar*. Dans un article paru le 1^{er} novembre 2013, on note que le dialogue constitue une pomme de discorde entre Paris et Ryad, qui souhaite sanctionner le Hezbollah et l'affaiblir (41). Cette remarque mérite une observation : introduire le facteur saoudien signifie que soit un divorce franco-saoudien se prépare, soit que la France sera soumise à un chantage saoudien. Et il semble que le discours médiatique ainsi que les représentations politiques véhiculées par les médias pro-iraniens au Liban accréditent désormais la thèse d'un chantage. On va voir comment.

Le discours de ces médias va permettre de parler de la limite du pragmatisme diplomatique français. Il montre que la France ménage le Hezbollah quand il s'agit de la situation politique intérieure, mais qu'elle

(39) Cf. le site Internet archive.almanar.com.lb/article.php?id=48083.

(40) Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/193314.

(41) Cf. le site Internet archive.almanar.com.lb/article.php?id=634918.

n'hésite pas à accentuer la pression sur ce parti quand il s'agit de la situation à la frontière avec Israël. En 2015, à la suite d'un raid israélien dans le sud du pays, provoquant la mort d'un Casque bleu espagnol, le Liban porte plainte contre Israël devant le Conseil de sécurité des Nations Unies. *Al-Akhbar* évoque le rôle « *confus* » et « *partial* » de la France. Après l'opération du Hezbollah à Chebaa en janvier 2015, on juge que la France est allée plus loin que ses alliés occidentaux au Conseil de sécurité, pour faire adopter une résolution condamnant l'action du Hezbollah et sa violation de la résolution 1701. On adresse alors un message instrumental à France pour sous-entendre que sa position ferme ou radicale au Conseil est en deçà des efforts et des démarches effectués par François Giron, le secrétaire de la Direction du Proche-Orient au Quai d'Orsay, et ses contacts avec le Hezbollah. C'est pourquoi la position française s'avère confuse (42).

LA FRANCE ET LA SITUATION AU LIBAN :
UNE REPRÉSENTATION A GÉOMÉTRIE VARIABLE

Comment les médias pro-iraniens perçoivent-ils et jugent-ils l'attitude diplomatique française au moment de crises politiques au Liban ? Nous allons nous concentrer sur deux périodes de vide constitutionnel. La première dura quelques mois entre 2007 et 2008. La seconde, longue, dura deux ans, de 2014 à 2016.

En fait, le discours médiatique diffuse des idées contradictoires sur la diplomatie française. Tantôt on souligne son caractère équilibré et son rôle conciliateur, tantôt on considère son rôle inacceptable du fait de son rapprochement avec l'Arabie saoudite. Par ailleurs, deux approches se confrontent en ce qui concerne les relations de la France avec les Etats-Unis à propos du Liban. On l'accuse de suivisme, puis on met en relief sa volonté d'affirmer ses choix indépendants. Enfin, le traitement médiatique fabrique l'image d'une France active, proposant une initiative diplomatique pour régler le problème libanais, puis on met en relief le contraire : la France n'a rien à offrir, ses actions sont vides de sens et inutiles. On met en cause son rapprochement avec l'Arabie saoudite en le considérant comme un point d'achoppement de tout compromis au Liban.

Les ingrédients d'une crise majeure au Liban sont réunis après la guerre de 2006. Les oppositions entre les alliés de l'axe irano-syrien et ceux des Occidentaux et de l'Arabie saoudite s'accroissent au lieu de se réduire. La coopération franco-américaine sur le dossier libanais se poursuit, mais elle n'est pas exempte de divergences vis-à-vis de la question du désarmement du Hezbollah, Paris adoptant une approche plus modérée que celle de Washington.

Dans ce contexte, le journal *Al-Akhbar* a tendance, en décembre 2006, à présenter au public, l'image d'une France plutôt « *vaincue* » au Liban

(42) Selon un article publié le 30 janvier 2015. Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/225087.

et qui risque d'être trahie par son allié américain. Un article intitulé « Paris craint Washington et a peur d'une défaite au Liban » souligne que la chance n'est plus du côté français et que Paris est incapable de trouver une issue à la crise libanaise. La diplomatie française, à la fin du second mandat du président, Jacques Chirac, semble être en train de traverser une phase « *ambiguë* ». Le contexte des événements au Liban joue contre elle, selon le journal. Par ailleurs, on évoque le fait que la France ne peut plus poursuivre sa coopération avec Washington, car elle sait que les Etats-Unis peuvent faire volte-face de façon telle qu'elle serait le « *grand perdant* » (43).

Alors qu'en 2007, sur le dossier iranien, la France est accusée de durcissement, on loue sa neutralité et son impartialité sur le dossier libanais. Le 13 septembre 2007, *Al-Akhbar* souligne une sorte de neutralité à l'égard de la situation libanaise. La série de positions françaises officielles montre que Paris est impartial à l'égard des parties prenantes à la crise libanaise, mais intolérante quand il s'agit d'une tentative d'ingérence syrienne dans les affaires intérieures du Liban. Une nouvelle dynamique initiée par la diplomatie française accorde la priorité à la stabilité et à la régularité des institutions constitutionnelles dans ce pays. Ultérieurement, le 14 novembre 2007, le rôle conciliateur de Paris est affirmé et bien apprécié. Une représentation plus que satisfaisante pour la France souligne qu'« *il est dans l'intérêt de tout le monde de traverser le pont français pour sortir de l'impasse* ». L'article décrit le rôle de Paris comme un trait d'union, une garantie pour passer d'une situation conflictuelle à une situation plus stable.

On parle d'une initiative française sérieuse et sereine, représentée comme une dernière chance à saisir pour sortir le Liban de sa crise. On ajoute que tout le monde a besoin des efforts français, jugés réalistes car ils prennent en compte les craintes de toutes les parties. La diplomatie française montre ainsi qu'elle est équidistante de toutes les parties. Telle est la représentation médiatique véhiculée par le journal pro-Hezbollah en 2007. Ce discours médiatique peut être assimilé à la promotion d'une politique française jugée acceptable, une politique cherchant à être constructive et voulant aboutir. Ainsi, en novembre 2007, *Al-Akhbar* évoque l'insistance française pour assurer le succès de son initiative diplomatique. Cela signifie que sa médiation n'est pas passagère et ne cède pas face à l'échec. Elle n'est pas non plus de nature à tourner le dos à ce qui se passe au Liban. Une manière de dire que l'initiative française, pour débloquer la situation politique au Liban, est sérieuse et que la France n'est pas indifférente vis-à-vis du sort libanais. L'appel du président Sarkozy et du chef de la diplomatie française à l'élection d'un président consensuel en 2007 représente le retour de la France à sa politique traditionnelle à l'égard du Liban. Il est notable que cette description positive du rôle français est propre à l'attitude de Paris envers le régime syrien à l'époque.

(43) *Al-Akhbar*, 13 déc. 2006.

On considère alors ce rôle comme « *plus réaliste* » parce qu'il s'agit aussi bien d'une compréhension à l'égard des intérêts syriens au Liban que d'une discussion, avec Damas, des perspectives d'élire un Président libanais afin d'éviter le chaos.

Néanmoins cette valorisation du rôle français disparaît progressivement du discours médiatique pro-iranien. Dans la première moitié de l'année 2008, le Liban souffre d'un vide présidentiel, un bras de fer opposant le camp du « 8 Mars » et celui du « 14 Mars ». Des conditions inconciliables empêchent d'élire un nouveau président. Face au dilemme persistant, la diplomatie française est perçue comme « *enchaînée* », selon un article d'*Al-Akhbar*, le 11 février 2008. Enchaînée parce que l'action française à l'égard du Liban « *ne converge pas avec le point de vue américain* ». Ne pas être en accord avec les Etats-Unis est vu comme un « *point faible de la diplomatie française à l'égard du dossier libanais* ». Cette dernière doit donc choisir : ou bien assister impuissante à l'aggravation de la crise ou bien suivre la politique américaine ou l'initiative diplomatique de quelques pays arabes. « *Cela oblige la diplomatie française à apparaître comme l'auxiliaire de l'action américaine ou comme une valeur ajoutée à l'initiative arabe, à l'égard du Liban* ». Autrement dit, Paris doit choisir entre l'impuissance et l'effacement.

Du coup, *Al-Akhbar* évoque, le 13 mars 2008, l'absence de la diplomatie française. Abandonner l'indépendance et le volontarisme, c'est auto-abdiquer. Telle est l'impression que peut avoir le lecteur d'un article décrivant l'action de la diplomatie française à l'époque de Sarkozy. C'est comme si la France « *demand[ait] grâce* » aux Etats-Unis pour « *tolérer les erreurs et péchés* » commis pendant des décennies. Le journal se focalise donc sur l'absence de la France dans une perspective visant à montrer qu'elle est entraînée dans une « *époque de blairisme* » (44). Le terme utilisé ici n'est pas novateur en soi, mais l'utilité de le mettre en relief ici est de montrer qu'il s'agit d'un discours médiatique accusant la France de passer d'un engagement dans les actions humanitaires à un parrainage de guerres, selon les termes cités dans *Al-Akhbar*. En tout cas, la crise libanaise prend fin en mai 2008, après une détérioration grave. La France soutenait un compromis, parrainé par le Qatar, en faveur de l'entente interlibanaise.

Une autre crise politique, aiguë et incertaine, frappe le Liban entre 2014 et 2016. Il s'agit d'un vide présidentiel sans précédent. La gestion de cette crise coïncide avec les négociations nucléaires entre la communauté internationale et l'Iran, durant lesquelles la France agit avec fermeté.

Un article paru dans *Al-Akhbar* le 15 mai 2015 évoque un retour de la France au Proche-Orient par la porte des pays du Golfe, retour considéré comme « *un facteur de confiance* » pour ces pays. Cependant, c'est un retour par la voie des *deals* visant à restaurer l'économie française par « *l'argent des pays du Golfe* », à travers les ventes d'armes et d'avions,

(44) Il s'agit de comparer la France de Nicolas Sarkozy au Royaume-Uni de Tony Blair pour ce qui est de la relation avec les Etats-Unis.

etc. Néanmoins, l'image d'une France faisant du *business* avec ces pays (en particulier l'Arabie saoudite) et s'entendant avec eux permet de poser une question légitime aux yeux des médias pro-iraniens au Liban, celle de savoir si la France pourrait alors aider le Liban à protéger sa stabilité en parvenant par la suite à assurer l'élection présidentielle : est l'image du président Hollande, lors de sa participation à la réunion du Conseil de coopération des pays du Golfe, aurait-elle des répercussions négatives – sur les efforts menés ou envisagés pour régler le problème libanais en 2015 ? Ce rapprochement avec les pays du Golfe ne permet pas de jouer un rôle constructif pour régler la crise libanaise. On fabrique donc l'image d'un acteur paralysé par ses alliances régionales déséquilibrées.

Le facteur régional n'est pas le seul objet de matraquage. Un texte paru dans *Al-Akhbar* le 15 mai 2015 donne l'impression qu'il s'agit d'un affaiblissement et d'un effritement de l'influence de la France sur le plan local au Liban. L'argument avancé, mais infondé, est que la France ne dispose plus d'influence sur les hommes politiques libanais. Elle n'a aucune relation particulière avec une personnalité politique influente, sur laquelle elle pourrait compter et avec laquelle elle pourrait agir pour influencer le cours des événements, comme c'était le cas avec les dirigeants maronites et Rafic Hariri.

Après l'accord nucléaire, les perspectives de normalisation des relations franco-iraniennes ne poussent pas les médias pro-iraniens à annoncer une trêve. Le site Internet de la chaîne officielle du Hezbollah, *Al-Manar*, publie un article en septembre 2015 inscrivant l'action diplomatique française dans une stratégie occidentale visant à transformer le Liban en un pays de refuge permanent, c'est-à-dire à maintenir la présence des réfugiés syriens sur le sol libanais. L'article porte un jugement, moralement lourd, à l'encontre de la France en disant qu'elle fait semblant d'être inquiète du sort des Chrétiens libanais, mais qu'en réalité tel ne serait pas le cas. *Al-Manar* évoque une indifférence française vis-à-vis des Chrétiens iraqiens et syriens. Il s'agit ici d'une déformation de la réalité, parce qu'il y a une différence claire entre incapacité et apathie, pour ce qui est de la nature de la position française concernant le sort des Chrétiens d'Orient.

Après l'accord nucléaire, les médias pro-iraniens poursuivent une campagne méthodique sur le rapprochement franco-saoudien, lequel pèse, selon eux, sur la gestion de la crise libanaise. Ils ne jugent plus le rôle français au Liban qu'à travers le prisme saoudien. Le fil conducteur de leurs analyses est d'attribuer à la France l'image d'un acteur qui se conforme aux instructions saoudiennes. Telle peut être la représentation médiatique véhiculée par *Al-Akhbar*, le 18 novembre 2015 – « *que la France cesse de suivre les consignes saoudiennes* ». En juillet 2016, le journal qualifie le chef de la diplomatie française, Jean-Marc Ayrault, à l'occasion de sa visite au Liban, d'« *envoyé saoudien* ».

Les médias continuent donc, en avril 2016, à mettre en relief le recul de la France en raison de ses erreurs. Commentant la visite de Hollande

au Liban, *Al-Akhbar*, publie, 13 avril 2016, un article intitulé « Hollande à Beyrouth : visite sans substance ». Dans la même perspective, un article dans *Al-Manar* évoque, le 16 avril, « *la régression du rôle français* » au Liban et dans toute la région. La France soutient le terrorisme, directement et indirectement, ce qui a des impacts négatifs sur son rôle et conduit à la perte de son statut d'intermédiaire. L'accumulation d'erreurs politiques – étrangères – l'isole davantage et elle perd par la suite son influence sur les acteurs régionaux : « *Le Président français serait-il capable d'avancer autre chose que des conseils naïfs concernant la nécessité d'élire un président ou de rassurer les Libanais par des affirmations amicales selon lesquelles ils seraient au centre des intérêts français ? Serait-il capable de résoudre certains problèmes difficiles de la région ? Ou est-ce que sa visite serait un simple geste de relations publiques dans le cadre de sa tournée régionale ?* » (45) C'est un message symbolique visant à montrer l'existence d'un lien causal entre le rapprochement avec les pays du Golfe et le soutien prétendu au terrorisme du fait de l'appui français à l'opposition syrienne, d'un côté, et l'effacement diplomatique de la France, de l'autre. Ainsi, le lecteur peut croire que cette puissance est désormais hors jeu.

Un an après l'accord nucléaire et alors que la coopération bilatérale économique franco-iranienne commence à prendre corps, l'offensive des médias pro-Hezbollah contre la France est à son apogée en juillet 2016. Commentant la visite du chef de la diplomatie française au Liban, un article paru dans *Al-Akhbar* le 11 juillet 2016 est intitulé « Ayrault envoyé saoudien ». Ce titre peut laisser présupposer un phénomène de type « *France Bashing* ». Ayrault se rend au Liban sans rien avoir à proposer. Il vient avec les mêmes idées saoudiennes. C'est un langage traitant la France comme ayant une taille négligeable, ne disposant d'aucune influence. Selon le même discours médiatique, la France devient un instrument utilisé par les Saoudiens : « *La diplomatie américaine utilise les missiles et les sanctions financières pour parvenir à ses buts. La diplomatie iranienne utilise les gardes révolutionnaires pour faire ce que les autres n'osent pas. Tandis que la diplomatie saoudienne compte sur les djihadistes d'un côté et la diplomatie française de l'autre.* » En raison de la « *dépendance* » de l'économie française à la « *générosité saoudienne* » (contrats de ventes d'armes, investissements...), l'article propose sa conclusion : on ne peut traiter « *la diplomatie française qu'en tant qu'émissaire saoudien tentant d'obtenir, en période de paix, ce que les Saoudiens étaient incapables d'obtenir en temps de guerre* » (46).

(45) La même idée est reprise dans un article d'*Al-Manar*, le 12 juillet 2016. Ce texte s'interroge sur le rôle de la France à l'été 2016. Qu'est-ce qu'Ayrault a à dire sur le dossier présidentiel ? Et sur les autres dossiers ? On remet en question l'habileté de la France à jouer un rôle dans le dénouement de la crise présidentielle. On doute de sa capacité à trouver des solutions. On se demande également si elle est l'acteur adéquat pour proposer des issues à la crise.

(46) Un message instrumental selon lequel l'Iran invite la France à agir auprès des Saoudiens pour faire des concessions au Liban, seule condition d'un compromis dans lequel Paris peut jouer un rôle.

Ce discours médiatique porte préjudice à l'image de la France, car le terme « *envoyé saoudien* » vise le statut d'une puissance. Cela reflète une logique de guerre d'information. Le signifié « *envoyé saoudien* » est utilisé pour dénoncer le rapprochement franco-saoudien. Il porte comme signification non seulement l'abaissement d'un statut, mais aussi une dénonciation basée sur une vision manichéenne, pour laquelle la politique saoudienne représente le mal et la France est associée à ce mal.

Après l'accord nucléaire, l'image de la France est inscrite dans l'opportunisme, alors que son action a des motivations économiques rationnelles. Autrement dit, l'action française, qui s'inscrit normalement dans la diplomatie économique (47) visant à diversifier ses marchés, ses partenaires économiques, à trouver de nouveaux débouchés, des accès aux nouveaux marchés, est réduite, dans la presse pro-iranienne, à un simple opportunisme. Cela soulève la problématique de la vulgarisation qui, sans exclure parfois d'expliquer au lecteur les mobiles rationnels dictant une telle action, risque de créer auprès du destinataire un préjugé sur la France : l'opinion publique serait persuadée que la France suit ses intérêts économiques de manière aveugle et opportuniste plutôt que des principes. On montre le pays prêt à sacrifier la défense des valeurs sur l'autel des contrats et des investissements (48).

* *
*

Les représentations médiatiques de la France dans les médias pro-iraniens au Liban sont paradoxales. Tantôt le vocabulaire amical est mis en relief, tantôt le langage fait apparaître un « *mépris* » mêlé d'attaques sévères (49). Nous constatons un discours médiatique laissant croire que l'action française n'est pas inscrite dans la continuité. Les analyses du rôle français ont tendance à faire apparaître les limites de la diplomatie française. Tantôt l'action est présentée comme équilibrée : la France est l'amie de tous les Libanais, cette image est cohérente avec la littérature diplomatique officielle de la France. Tantôt on fabrique l'image d'un acteur partial, dont les choix sont guidés par les intérêts économiques.

(47) Cf. Laurent FABUS, *37, Quai D'Orsay. Diplomatie française, 2012-2016*, Plon, Paris, 2016, pp. 144-147.

(48) Un article paru dans *Al-Akhbar* le 18 mars 2015 expose brièvement le contenu et le message essentiel d'un ouvrage, *Le Chaos syrien*. L'auteur de l'article, Sami Kleib, fait des remarques riches en messages politiques et en représentations : son exposé montre que ce qui compte vraiment pour la France, ce sont ses intérêts plutôt que les valeurs, puisque la France est l'alliée de l'Arabie saoudite, laquelle ne partage pas « *ses valeurs* ». La seule motivation du pays serait la défense de intérêts économiques. Toutefois, Paris s'opposerait à l'Iran et à la Syrie sous prétexte de non-partage de valeurs, même si ces deux pays ne portent pas atteinte à ses valeurs.

(49) Par exemple, un article intitulé « Les Français sont naïfs et menteurs », paru dans *Al-Akhbar* le 23 février 2015, estime que « *la France [est] au fond de l'abîme* », évoquant une « *stupidité sans précédent dans la gestion des politiques étrangères* » et un « *complexe d'infériorité claire vis-à-vis de ceux qui possèdent l'argent dans le monde* ». Cf. le site Internet www.al-akhbar.com/node/226721.